

## LA QUESTION BALKANIQUE DANS LES RELATIONS OTTOMANO- EUROPEENNES (1804-1914).

ZERKAOUI Nouredine<sup>1</sup>

Université de Bejaia.

Chercheur-Associé à l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA)

Istanbul/Turquie.

E-mail : [nourzerkaoui@gmail.com](mailto:nourzerkaoui@gmail.com)

تاريخ الوصول 2020/10/06 القبول 2021/01/23 النشر على الخط 2021/09/30

Received 06/10/2020 Accepted 23/01/2021 Published online 30/09/2021

### Résumé :

Cette présente étude vise à expliquer l'impact de la crise balkanique déclenchée au début du dix-neuvième siècle qui avait suivi la révolte serbe en 1804 (les soulèvements des provinces administrées ou vassales de l'empire ottoman entre 1875 et 1913) engendrant l'ingérence puis l'intervention des grandes puissances ayant des intérêts diverses dans la région des balkans ; chose qui avait provoqué le démembrement de l'empire ottoman à partir des Balkans quasiment vers le début du vingtième siècle .

Le processus de décomposition avait été commencé dans les années 1820 avec l'insurrection puis l'indépendance Grecque en 1830, qui s'achève par la perte des dernières possessions ottomanes en Europe : l'Albanie, la Macédoine et la Thrace occidentale lors des guerres balkaniques (1912- 1913), Reste seulement la Thrace orientale (avec Andrinople) et la capitale Istanbul.

La méthodologie utilisée dans cette présente étude est basée sur l'analyse et la critique des événements marquant le socle de la question d'orient. L'objectif tracé vise à faire une approche historique sous forme d'une synthèse scientifique pour servir les futurs projets de recherches académiques.

**Mots clés :** Balkans - Empire Ottoman - Grandes Puissances - Guerres Balkaniques 1912-13.

### Abstract :

This present study aims to explain the impact of the Balkan crisis triggered at the beginning of the nineteenth century which had followed the Serbian revolt in 1804 (the uprisings of the administered provinces or vassals of the Ottoman Empire between 1875 and 1913) giving rise to the interference and then the intervention of the great powers with various interests in the Balkan region; something that had caused the dismemberment of the Ottoman Empire from the Balkans almost towards the beginning of the twentieth century.

The process of decomposition had been started in the 1820s with the insurrection then Greek independence in 1830, which ended with the loss of the last Ottoman possessions in Europe: Albania, Macedonia and Western Thrace during the wars. Balkan (1912-1913), Only Eastern Thrace (with Adrianople) and the capital Istanbul remain.

<sup>1</sup> - Auteur correspondant: ZERKAOUI Nouredine

E-mail : [nourzerkaoui@gmail.com](mailto:nourzerkaoui@gmail.com)

The methodology used in this present study is based on the analysis and criticism of the events marking the basis of the question of the Orient. The objective outlined is to make a historical approach in the form of a scientific synthesis to serve future academic research projects.

**Keywords :** Balkans - Ottoman Empire - Great Powers - Balkan Wars 1912-13

### الملخص

تهدف هذه الدراسة إلى إبراز تأثير أزمة البلقان، التي اندلعت في بداية القرن التاسع عشر والتي أعقبت الثورة الصربية عام 1804 (انتفاضات المقاطعات المنضوية أو التابعة بشكل غير مباشر للإمبراطورية العثمانية بين عامي 1875 و1913) في تدخل القوى العظمى التي لها مصالح مختلفة في المنطقة؛ ومن ثمة، تفكك الإمبراطورية العثمانية انطلاقاً من البلقان مع بداية القرن العشرين. بدأت عملية التفكك في عشرينيات القرن التاسع عشر (1820) مع انتفاضة ثم استقلال اليونان عام 1830، وانتهت بفقدان آخر الممتلكات العثمانية في أوروبا: ألبانيا ومقدونيا وتراقيا الغربية أثناء حروب البلقان (1912-1913)، وبقيت لها سوى تراقيا الشرقية (مع أدرنة) والعاصمة اسطنبول. المنهجية المستخدمة في هذه الدراسة مبنية على تحليل ونقد الأحداث التي تشكل أساس المسألة الشرقية. الهدف المنشود هو وضع مقارنة تاريخية في شكل حوصلة علمية كأرضية لمشاريع بحثية أكاديمية مستقبلية. كلمات مفتاحية: البلقان - الإمبراطورية العثمانية - القوى العظمى - حروب البلقان 1912-1913.

### Introduction :

Le terme de Balkans est souvent associé à la guerre et à l'impossibilité de tracer des frontières stables et acceptées par les Etats et les peuples qui composent cette région. Il s'est diffusé dans le discours occidental à partir de la fin du XIXe siècle. (Todorova, 2011 : 351) Très vite, il fut associé à une fragmentation politique jugée souvent excessive et synonyme d'une conflictualité incessante imposée par les rivalités de grandes puissances, engendré par l'intervention « des grandes puissances » entre le XIXe et le XXe siècle, s'appuyant sur de minuscules nationalismes locaux et conduisant à la naissance de petits États inviés et belliqueux.

L'émergence de ces Etats-nations aux dépens de l'empire ottoman notamment, a joué un grand rôle dans la formation progressive des frontières balkaniques, mais qui demeurent instables. Ainsi le mot Balkans a donné un terme politique négatif : Balkanisation<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> - La balkanisation signifie un émiettement de peuples aux revendications contradictoires où les frontières ont été sans politique, un mélange cesse disputées. Pour plus d'information sur ce sujet, je me permets de

Notre étude repose sur les questions-problématiques suivantes :

- Comment et pourquoi les provinces soumises à l'administration ottomane, notamment, furent le socle et la base de la « Question d'Orient » tout au long du dix-neuvième et le début du vingtième siècle ?
- Quels étaient les grands « acteurs » de cette Question d'Orient ? Et pour quels intérêts ?
- Quels étaient les conséquences engendrées par ladite question sur les différentes parties : l'empire ottoman et les peuples balkaniques d'une part, les grandes puissances d'autre part ?

### **Le cadre spatiotemporel de la présente étude :**

Cette étude aborde l'impact des bouleversements qu'avait connu l'espace balkanique, politiquement et administrativement lié (soumis) à la souveraineté ottomane, appelait à l'époque « Roumélie » ; en l'occurrence : les principautés danubiennes –Valachie et Moldavie de la Roumanie actuelle, la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro, la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie et la Grèce ; sur les relations entre l'empire ottoman et ces provinces d'une part, et entre l'empire ottoman et les grandes puissances intéressées par la région des balkans d'autre part. L'espace temporel s'étend du début de dix-neuvième siècle (la révolte serbe 1804-1813 précisément) jusqu'à la première guerre mondiale (1914).

### **1- Définir les Balkans.**

Les Balkans sont les chaînes de montagnes qui occupent le Sud Est de l'Europe, forment un espace triangulaire entre Adriatique, Mer Egée et Mer Noire, elles servirent pendant longtemps de refuge à des peuples face aux différentes invasions (mais aussi un conservatoire de cultures).

Une mosaïque de peuples et de religions : On trouve une grande diversité de peuples ; des slaves comme croates, bosniaques ou serbes et monténégrins, des albanais dont la présence remonte à l'Antiquité, des grecs qui ont une identité forte depuis l'Antiquité jusqu'à l'Empire byzantin, enfin les turcs qui s'installent dans la région au fur et à mesure que s'étend l'Empire Ottoman.

A cette diversité des populations s'ajoute une extrême diversité religieuse. On peut distinguer trois ensembles :

- Les chrétiens orthodoxes souvent organisés en Eglises nationales : grecque, roumaine, Bulgare ou serbe mais aussi 20% des Albanais. C'est la religion la plus importante des Balkans.
- Les catholiques (croates, slovènes, Hongrois et 10% des albanais, surtout au Sud de l'Albanie.
- Les musulmans : Bosniaques, Albanais qui sont des peuples qui se sont convertis à l'Islam à partir du XVIe pour profiter d'exemptions fiscales des ottomans<sup>3</sup>.

---

référer à l'article : Vincent Capdepuuy et Fabrice Jesné, Balkanisation histoire d'un concept, in « Matériaux pour l'histoire de notre temps », 2012/3 N° 107 | pages 3 à 12, consultable sur : <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notretemps-2012-3-page-3.htm>

<sup>3</sup> - Pour savoir plus sur la société balkanique, cf, Jacques Ancel, Peuples et nations des Balkans, Géographie politique. Editions du CTHS, Paris, 1992.

Enfin pour tout compliquer, il y a des minorités religieuses vivant au sein des territoires des grandes communautés nationales : Les Serbes musulmans du Sandjak\* autour de Novi Pazar ; Des Macédoniens musulmans (*les Gorans*) et des Bulgares musulmans (*les Pomaks*). Donc Les Balkans ont été influencés par de grandes civilisations grecque, byzantine puis ottomane. (Prévélakis, 1994 :15 ; BLANC, 1965 :5-10).

## **2- La présence ottomane dans les balkans : l'ossature politico-administrative et ses répercussions.**

Historiquement, comme l'avait souligné l'historien français François Georgeon que les Ottomans « ont pris pied très tôt dans les Balkans, au milieu du XIVe siècle, un siècle avant la prise de Constantinople. Ils y ont établi leur seconde capitale, Edirne (Andrinople), en 1361 ». (Georgeon, 2005/1, N°52 : 29-39).

La présence ottomane a été déterminante pour l'administration de la région. Les Ottomans ne cherchent pas trop à convertir les peuples de force, les chrétiens étaient placés sous l'autorité de leurs chefs religieux, formant des nations sans avoir pour autant un territoire défini. Les langues parlées étaient multiples, langues liturgiques comme le grec ou l'arabe, langue administrative avec le turc et de multiples langues maternelles suivant l'appartenance à telle nationalité. (Georgeon, 2005, N°52 : 29-39).

Vers la fin du 18ème siècle, l'affaiblissement du pouvoir central (ottoman) provoque une montée du pouvoir des autorités provinciales. Elles s'approprient les revenus de l'état, alors le trésor liquide une partie de ses revenus fonciers et de ses fiefs -les *mukâta'a*- en les concédant à ces nouveaux féodaux. (TERNON, 2005 : 85) Alors, le pouvoir des notables -*les ayân*- prend l'ampleur ce qui amène au recul de l'autorité de l'État ; l'exemple de l'Albanie et de Bosnie, où les pachas constituent de véritables féodalités est le plus frappant (CASTELLAN, 1991 : 212). Cette classe (les notables) est hostile aux représentants de la capitale et aspire à plus d'autonomie. Ainsi s'ébauche une fragmentation de l'empire ottoman ; le désir d'indépendance du « joug ottoman »<sup>4</sup>, devient évident.

Au début du 19ème siècle, l'indépendance religieuse est renforcée. La communauté religieuse y devient l'unité administrative autonome, on appellera le *Millet*<sup>5</sup>, La population

\* Le Sandjak : en turc ça veut dire une région administrative, voir : Encyclopédie Universalis.

<sup>4</sup> - Selon l'historien français Yves Ternon, le terme « joug ottoman » est emprunté au célèbre roman du bulgare Ivan Vazov, sous le joug, publié en 1882.

<sup>5</sup> - Le terme ottoman millet désigne une communauté religieuse légalement protégée. Il concerne aussi les minorités (dhimmi). Il vient du mot arabe milla ou mellah (féminin singulier) et millet (au pluriel), communauté confessionnelle (également parfois nommée taïfa, طائفة). En turc moderne, milliyet signifie nation. Voir l'Encyclopédie numérique (Universalis). Il désigne à la fois une communauté religieuse et une communauté nationale.

Autrement dit, Le millet est le regroupement des sujets du sultan sur des critères d'appartenance confessionnelle. Il s'agit d'une communauté religieuse reconnue par le pouvoir ottoman et qui, sous la responsabilité de son chef hiérarchique, s'auto-administre dans les domaines relevant de sa théologie et de sa morale, se conformant aux lois de l'Empire pour tout le reste. Il relève du millet tout ce qui concerne d'abord la religion, puis la famille, l'enseignement, la bienfaisance ; dans cette perspective, les autorités du

rurale est contrôlée par l'église orthodoxe selon le double système du *Millet* et des conseils de village dont les membres sont choisis parmi les notables. Le *Millet* orthodoxe est dirigé par le patriarche. Élu par le synode, il est le chef de la communauté –*millet bachi*- et l'ethnarque des orthodoxes. Il contrôle le clergé, la justice et administre les biens de la communauté.

Ce « sujet » non musulman appelé *dhimmi*<sup>6</sup> demeure vulnérable. Lorsqu'il affiche sa solidarité avec des ennemis de la porte, il perd son statut de protégé (TERNON, 2005, P. 88). La rupture se manifeste par la révolte qui est justifiée par « une réaction spontanée à l'injustice, aux exactions, à l'appauvrissement, au déclassement » (TERNON, d'après Gilles. Veinstein, 1989 : 302,) ; cf, (Driault, 1920 :53).

Un autre pouvoir émerge au 18ème siècle, celui des Phanariotes<sup>7</sup> ; La porte\* a besoin d'intermédiaires pour traiter avec les puissances européennes. Mais les Phanariotes ne sont pas tous d'origine grecque. Ils sont parfois d'origine albanaise ou italienne mais hellénisés. Cette élite proche du pouvoir est rejetée par les autres peuples des Balkans dont les premières manifestations de nationalisme auront souvent pour but de se libérer de l'influence grecque.

### **3- Les réformes ottomanes entre les revendications locales et les exigences internationales : les *millets*.**

Les Balkans ne constituent pas un ensemble mais une mosaïque de peuples à majorité orthodoxes. Les populations de ces provinces sont d'autant moins intégrées à l'empire. L'administration centrale contrôle indirectement ces provinces. Elle fait appel à des intermédiaires religieux et laïques qui, souvent, soutiennent ou combattent le pouvoir central. Peu à peu, la Porte perd vers la fin du 18ème siècle le contrôle des pouvoirs locaux qu'elle a mis en place. (TERNON, 2005 : 89 ; Driault, 1920 : 62).

Selon l'historien français Georgeon : « La société ottomane a développé un art de vivre côte à côte, beaucoup plus qu'un art de vivre ensemble » Mais malgré ce « art de vivre

---

*millet* sont également chargées de la mise en place et du financement des institutions nécessaires : tribunaux ecclésiastiques, écoles, hôpitaux et hospices. Voir : Nicolas Pitsos, « Des millets aux nations », Cahiers balkaniques [En ligne], 36-37 | 2008, mis en ligne le 19 mai 2012, consulté le 19 septembre 2018. URL : <http://ceb.revues.org/1575> ; DOI : 10.4000/ceb.1575. Je parlerai de cet élément de la politique ottomane vis-à-vis des communautés non musulmanes ci-après.

<sup>6</sup> - *Dhimmi* (en arabe : ديممي) est un terme historique du droit musulman qui désigne les sujets non musulmans d'un État sous gouvernance musulmane, liés à celui-ci par un « pacte de protection » discriminatoire. En terre d'islam, les « gens du Livre », chrétiens et juifs, bénéficiaient d'un statut de « protégé », ou *dhimmi*. Astreints au paiement d'un impôt de capitation (Dictionnaire français Larousse).

<sup>7</sup> - une oligarchie grecque de Constantinople, de financiers et de banquiers. Le nom grec phanar-le phare- est donné au quartier de la capitale bordant au nord la Corne d'Or. Là, sont installés le patriarcat et de riches familles grecques. Voir : Yves TERNON, Empire Ottoman : le déclin, la chute, l'effacement. Éditions le félin, Michel de Maule, France, 2005, P.89.

\* La sublime Porte, appellation qui désigne l'endroit situant sur la rive du Bosphore abritant le QG du gouvernement de l'empire ottoman.

ensemble » le tissu social reste fragile. La violence est latente, présente dans le même système, dans l'inégalité des statuts et des rapports de chaque communauté avec le pouvoir. Elle menace à tout moment d'éclater. (Georgeon, 1997 : 241 ; Mantran, 1989 :127). Les relations intercommunautaires dans les provinces s'établissent et se fréquentent dans des cercles, des clubs, des associations, des loges maçonniques, mais avec une place prépondérante pour le facteur religieux. (Georgeon & Dumont, 1997 : 13-15).

Le *Tanzimat*<sup>8</sup> promet à tous les sujets de l'empire l'égalité, la sécurité et le respect de leurs droits. Son application concerne donc les communautés non musulmanes regroupées selon leur appartenance religieuse dans le système du *millet*. L'idéal de fraternité proclamé par les réformateurs a un effet pervers, comme le constate quelques historiens occidentaux : « *Sous la double poussée des doctrines empruntées aux nationalismes européens et du laisser-faire ottoman dans le domaine de l'administration communautaire* »<sup>9</sup>.

Le succès du *Tanzimat* se reflète dans sa vitrine (TERNON, 2005 : 159 ; Sivignon, 2009 :83). Les communautés ottomanes, surtout celles des balkans, sont divisées par des questions religieuses et sociales. Après la proclamation du *hatti-i hamayun* (1856) qui impose une modification des structures administratives des *millet*. Chacun d'eux (communautés) doit se placer sous l'autorité d'une assemblée qui fait fonction d'intermédiaire entre la communauté et le patriarche (TERNON, 2005 :160 ; PITSOS, 2008, Op.cit.). Ainsi, la refonte des institutions communautaires grecques avait contracté une dure réalité ; car Le patriarcat grec est confronté à une crise plus grave : la montée des séparatismes roumains et bulgares qui conduit à la création d'églises autocéphales (Sivignon, 2009 : 84).

Pour les *dhimmi*, les réformes viennent trop tard. Le principe qui les fonde est moins fort que le nationalisme. L'historien Ternon souligne que : « *L'ottomanisme ne peut plus rallier les communautés chrétiennes des Balkans. Elles ne veulent pas qu'on remplace leurs anciens dirigeants religieux ou communaux par des fonctionnaires ottomans. Elles exigent, si elles ne l'ont pas obtenue, une autonomie, première étape avant l'indépendance* » (TERNON, 2005 : 161).

On voit donc les conséquences du système du *millet* : il aboutit à conforter les prérogatives de l'église, seule structure des communautés chrétiennes reconnue par le gouvernement impérial. Dans une phase ultérieure, il aboutit à faire de la question de l'autocéphalie un enjeu national, lorsque les peuples slaves virent dans le patriarcat de Constantinople un outil

<sup>8</sup> - Les *Tanzimat* (« réorganisation » en turc ottoman) furent une ère de réformes dans l'Empire ottoman. Commencée en 1839, elle s'achève en 1876 par la promulgation de la Constitution ottomane, suivie de l'élection d'un premier Parlement ottoman, dissout deux ans plus tard par le sultan Abdülhamid II. (Encyclopédie numérique Universalis)

<sup>9</sup> - la synthèse de l'historien français Paul Dumont cité par Yves TERNON, Op.cit., P. 158 ; cf, Engelhardt Edouard, *La Turquie et le Tanzimat ou Histoire des réformes dans l'Empire Ottoman depuis 1826 jusqu'à nos jours*, cotillon, Paris, 1882, P.76.

d'hellénisation. On était entré dans la phase de construction des identités nationales (Sivignon, 2009 : 84).

#### 4- « L'interventionnisme » européen en faveur des nationalités balkaniques de l'empire ottoman.

##### 4-1- Avant 1876.

Le printemps des peuples commence à embrasser l'Europe bien avant 1848 (celles de 1815 et de 1830 y font le début), mais celles de 1848 est la plus déterminante ; Car sa leçon dominée par les aspirations nationales engendrera les demandes d'autonomie et d'indépendance. Les gouvernements font des concessions en fournissant les moyens de former des ensembles unifiés aux nations qui le demandent (Georges Corme, 1990 :22 ; TERNON, 2005 : 166)

Ainsi, la question d'Orient continue à susciter des ambitions rivales entre les puissances. L'intervention des puissances, au temps des *Tanzimat* (1839-1876), Chacune soutient la nationalité ou le parti qui sert ses intérêts immédiats. Alors, comme il avait dit Yves TERNON : « les mots « nationalité » « nationalisme » ne revêtent pas le même sens selon les peuples » (TERNON : 167 ; Corm, 1990 : 23)

Les révoltes paysannes des Balkans ne sont pas des mouvements nationaux, ni en Roumanie, ni en Bosnie, ni en Bulgarie. Dans ces révoltes, le sentiment religieux communautaire est plus fort que le sentiment national. Après 1848, le sentiment national est une force politique ambiguë : un État se construit souvent aux dépens d'autres nationalités. Hier persécutée, une minorité devenue nation indépendante ne tarde pas à exclure les membres de ses propres minorités. Cette ambiguïté est particulièrement nette dans les Balkans. « De Vienne au Bosphore, comme l'écrit René Pinon, (...) Entre les frontières artificielles des états et les frontières réelles des peuples et des langues, l'écart est trop grand pour être immuable » (Pinon, 1913 : 480).

Dans l'Empire ottoman, le « printemps des peuples » ne fleurit guère qu'en Moldavie et en Valachie (en Roumanie actuelle). À la nouvelle de l'insurrection de Vienne, les Roumains de Transylvanie se sont révoltés contre les Hongrois, eux-mêmes en rébellion contre l'Autriche. Ils ont proclamé la « nation roumaine » et prêté serment à « l'empereur [d'Autriche] et à la patrie ». Les principautés danubiennes suivent le mouvement. Celui-ci est à la fois national et démocratique, plus dirigé contre la Russie que contre la Porte (le gouvernement ottoman).

Le soulèvement roumain est immédiatement réprimé, en Transylvanie par l'armée hongroise, en Moldavie et en Valachie par les armées russe et ottomane. En mai 1849, une convention retire aux provinces danubiennes les privilèges consentis par le traité d'Andrinople (1829) : les hospodars\* sont nommés par la Russie et la Porte ; un corps d'occupation mixte, russe et ottoman, stationne dans les principautés (TERNON, 2005 :169).

La question d'Orient reste ouverte : la Russie est résolue à déchirer le traité de Paris (conclu en 1856, après la guerre de Crimée). La France obtient de la Russie qu'elle ne

\* - Hospodar ou gospodar est un terme d'origine slave signifiant « chef, seigneur, souverain » (Larousse)

s'oppose pas à sa politique en Italie. En échange, elle offre de soutenir l'unité roumaine. L'Angleterre ne peut guère s'opposer à cet accord : elle doit réprimer la révolte des cipayes en Inde. Les Roumains proclament alors l'union de fait de la Moldavie et de Valachie et se choisissent un prince roumain, Alexandre Couza. Le sultan (Abdelaziz) s'incline (1861). Cinq ans plus tard, le prince Couza est renversé et le prince Charles de Hohenzollern, cousin du roi de Prusse, Guillaume 1er, le remplace. Comme en Grèce, l'Europe place ses princes sur les trônes des jeunes nations de Turquie d'Europe (Corne, 2018 :121 ; TERNON, 2005 : 171).

Soutenus par le gouvernement russe, Gortchakov\*\* encourage les nationalités slaves à revendiquer leur autonomie dans les Balkans. La Serbie a obtenu que les dernières garnisons ottomanes quittent le pays. Vassale en droit, elle est devenue indépendante de fait. En Grèce, sous la pression de Londres, en 1862, un coup d'état militaire a chassé le roi Othon : le roi Georges 1er, fils du roi de Danemark, est devenu roi des Grecs pour cinquante ans. Lorsque la Crète, à majorité grecque et chrétienne, proclame, en août 1866, son indépendance et son rattachement à la Grèce, l'Autriche et l'Angleterre n'interviennent pas : la première ne s'est pas relevée de sa défaite, la deuxième change de gouvernement et est confrontée à la révolution irlandaise.

De leur côté, les Bulgares récusent le monopole de l'église grecque. Des dissidents menacent de se rapprocher de Rome et de créer une église uniate catholique. La Porte autorise les Bulgares à former une église autocéphale dirigée par un exarque, une mesure qui l'arrange puisqu'elle divise l'église orthodoxe. Gortchakov annonce à ses partenaires européens que son gouvernement annule les engagements pris au traité de Paris (signé en 1856 lors de la guerre de Crimée) concernant la navigation en mer noire. L'Angleterre convoque les puissances à Londres. Une convention est signée le 13 mars 1871 : le traité de Paris est confirmé, mais la Russie obtient le droit de réarmer sa flotte en mer noire. (Corne, 2018 :122 ; TERNON, 2005 : 172).

Pendant ce temps, le chancelier allemand Bismarck<sup>10</sup> profitant d'une période où l'Allemagne domine les relations internationales, a besoin de l'Autriche-Hongrie pour contenir le panslavisme<sup>11</sup> et le comte Andrassy<sup>12</sup> aligne la politique autrichienne sur celle de

\*\* - Le prince Alexandre Mikhaïlovitch Gortchakov (1798-1883) est une éminente personnalité politique russe, qui fut diplomate, chancelier d'État, et ministre des Affaires étrangères russe de 1856 à 1882. Voir : Dictionnaire français Larousse.

<sup>10</sup> - Otto von Bismarck (1815- 1898) est un homme d'État prussien puis allemand. Et pour savoir plus sur les personnalités les plus marquantes de la crise balkanique, Nous nous permettons de renvoyer à notre étude (Mémoire de Magistère) intitulée :

المسألة البلقانية 1875-1914: دراسة تاريخية لحلقة من حلقات المسألة الشرقية، (2014-2015)، مذكرة ماجستير، قسم التاريخ، كلية العلوم الإنسانية والاجتماعية، جامعة الجزائر 2 (أبو القاسم سعد الله) / ملحق الشخصيات.

<sup>11</sup> - Le panslavisme est une doctrine politique, culturelle et sociale qui valorise l'identité commune que partagent les différents peuples slaves (Croates, Serbes, Monténégrins, Bosniaques, Macédoniens, Bulgares, Pomaks, Moldaves dont font partie de l'empire ottoman, et aussi d'autres peuples de l'Europe centrale et orientale) ; qui préconise leur union politique sur la base de cette identité. Une politique prônée par la Russie

l'Allemagne. Une nouvelle combinaison politique qui compose l'Alliance des trois empereurs (1872), un avatar de Sainte-Alliance. Elles s'accordent pour combattre les révolutions ; L'Allemagne s'oppose au cléricisme venu de Vienne, l'Autriche-Hongrie au panslavisme venu de Russie, la Russie au nihilisme, qui, lui, est spécifiquement russe. (Prévélakis, 1994 :164 ; TERNON, 2005 :173).

#### **4- 2- Durant la période 1876- 1914 : La politique balkanique « Hamidiène » comme prétexte.**

L'arrivée du sultan Abdülhamid II <sup>13</sup> au pouvoir à Istanbul, le 31 août 1876, s'accompagne d'un événement politique considérable : la proclamation d'une constitution (23 décembre 1876). Les révoltes des premières années 1860-70 avaient été entendues. La Sublime Porte prend acte et promet officiellement les réformes demandées dès le 13 février 1876. (Mantran, 1989 : 513)

Mais cet élan réformateur est anticipé d'une vague de répression. Dans les premiers mois de 1876, les forces ottomanes entreprennent un nettoyage systématique de la région, notamment dans les Balkans, générant des milliers de réfugiés chrétiens. Cette vague répressive est scrutée par les puissances européennes, qui finissent par intervenir en demandant la cessation des hostilités (mai 1876). La promulgation d'une constitution, le 23 décembre 1876, qui renouvelle aux sujets les garanties et libertés offertes par les chartes de 1839 et 1856 (le *khatti-i \* goulkhaneh* et *khatti -i hamayun*), à savoir : respect des libertés individuelles, égalité des droits et des devoirs, libre accès à tous les emplois publics, élimination de toutes les formes d'arbitraire. (Mantran, 1989 : 517 ; Englehardt, 1882 : 36)

À l'intérieur des provinces balkaniques, Les relations entre musulmans et non-musulmans se tendent (Georgeon, 1997 :107-109). Cette situation sociale est aggravée par une conséquence directe de la guerre contre la Russie. Le territoire ottoman, du fait des accords de Berlin en 1878, se retrouve largement amputé dans les Balkans<sup>14</sup> Pour le sultan Abdülhamid, le régime constitutionnel et parlementaire n'est pas applicable à cause de la diversité de l'empire. Il faut un pouvoir fort, capable de rassembler toutes les ethnies et minorités indépendantistes. (Mantran, 1989 : 528).

---

tsariste, comme alibi contre les ottomans durant le dix-neuvième siècle dans le contexte de la question d'orient. (Dictionnaire français Larousse).

<sup>12</sup> - Le comte Gyula Andrassy (1823 - 1890 est un homme d'État hongrois. Un rebelle contre le règne des Habsbourg au temps de la révolution de 1848, il fut le premier Ministre-président du royaume de Hongrie après le Compromis austro-hongrois de 1867 et Ministre impérial des Affaires =étrangères de 1871 à 1879. Voir : l'encyclopédie numérique Universalis ; N. Zerkoui, Op.cit., Partie ANEXES/ Personnalités.

<sup>13</sup> - Le sultan Abdülhamid II avait dirigé les affaires de l'empire ottoman entre 1876-1909, destitué par le putsch des « jeunes turcs » en juillet 1909 connu sous l'appellation « la révolution des jeunes turcs ».

\* *Khatti-i* : rescrit impérial (Universalis)

<sup>14</sup> - D'après Robert Mantran, du fait de ces changements territoriaux et des afflux de réfugiés, la proportion des musulmans par rapport à la population totale de l'empire gagne quelques points, passant de 68 à 76%. (Mantran, 1989 : 525).

Les nouvelles nations balkaniques issues du « règlement de Berlin » s'interposent entre elles et le reste de la Turquie d'Europe, un amalgame d'intérêts antagonistes piègent, Selon Yves TERNON : « *l'appropriation nationale du passé ouvre la voie à celle des territoires, faite au nom de ce passé. Chaque peuple revendique sur telle ou telle région ce qu'il appelle « ses droits historiques ».* (TERNON, 2005 :200). En même moment, les puissances ont pris la péninsule balkanique, selon Pinon, pour champ clos de leurs luttes et « l'antagonisme de leurs ambitions intervient (...) tantôt pour l'accélérer, tantôt pour le contrarier » (Pinon, 1908 : 402)

Poussée par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie cherche à s'ouvrir la route de la mer Égée. Pour y parvenir, elle projette de raccorder le chemin de fer bosniaque à la ligne Belgrade-Salonique qui traverse la Macédoine ottomane. Ce raccordement lui permettrait de renforcer le contrôle économique sur la Serbie qui n'a plus que la ligne Belgrade-Salonique comme débouché maritime.

La cession au Monténégro d'un territoire à majorité albanais provoque une réaction nationaliste que soutiennent, pour des raisons opposées, l'Italie et la Porte. Ce territoire est peuplé de *Mirdites* catholiques et de musulmans. Une ligue albanaise se forma à Prizren en juin 1878 munie d'un programme d'autonomie de l'Albanie. Les puissances proposent un compromis pour régler le différend albanais : des échanges de territoire, les tribus catholiques au Monténégro, les tribus musulmanes à l'empire ottoman. Les Albanais refusent ce marchandage et résistent pendant deux ans. Le sultan Abdülhamid II dissout la ligue albanaise et envoie son armée l'écraser. (Ernest WEIBEL, 2002 : 184 ; TERNON, 2005 : 200).

La Grèce parvient difficilement à s'entendre avec la Porte sur une rectification de frontières que le traité de Berlin l'autorise à négocier. En 1881, elle obtient la Thessalie et le district d'Arta en Épire. Mais la Crète, principal objet de la négociation, reste ottomane.

La Bulgarie n'a pas accepté la partition à Berlin en trois territoires de la Grande Bulgarie que lui offrait le traité de San Stefano (3 mars 1878). Le tsar impose son neveu, Alexandre de Battenberg, comme prince de Bulgarie. Le jeune prince veut se dégager de la tutelle russe. Il se prépare à annexer la Roumélie orientale inspiré par le projet de « Grande Bulgarie » ; en 1885, un soulèvement nationaliste dirigé par Stamboulov déclare l'union de cette province avec la Bulgarie et invite le prince Alexandre à proclamer cette union. C'est là une violation du traité de Berlin. Le sultan Abdülhamid accepte pourtant le fait accompli, mais la Serbie, poussée par l'Autriche, le refuse. Alors, une médiation autrichienne imposant aux parties le retour au *statu quo* territorial. (WEIBEL, 2002:186 ; TERNON, 2005 : 202).

Les puissances occidentales et centrales sont favorables à la construction d'une Bulgarie nationaliste qui formerait contre la Russie une barrière plus solide. Le tsar Alexandre III\* répliqua en poussant le prince de Battenberg à abdiquer. Stamboulov rompt avec le tsar, se tourne vers l'Autriche et choisit comme prince un officier de l'armée hongroise, Ferdinand

\* - Alexandre II a été assassiné en mars 1881 ; son fils, Alexandre III, règne de 1881 à 1894.

de Saxe-Cobourg. Ce dernier parvient à assassiner Stamboulov. Il se rapprocha du tsar, Nicolas II, et le prendre comme parrain. La Russie rassurée, reconnaît l'union de la Bulgarie et de Roumélie orientale dès 1887. (TERNON, 2005 :203).

### 5- La crise macédonienne : l'épicentre de la conflictualité des relations entre les acteurs concernés.

#### A- Les considérations locales :

La question de Macédoine est la suite naturelle des problèmes balkaniques qui se sont échelonnés à travers le 19ème siècle.

Administrativement, ce territoire ottoman est constitué des trois *vilayets* (provinces) : Salonique, Monastir et Kossovo. (TERNON, 2005 : 219). Mais ses habitants ne parlent pas la même langue, n'appartiennent pas à la même confession et ne sont pas de même culture. Chaque revendication nationale trouve en Macédoine des arguments ethnographiques et historiques pour justifier ses prétentions. (Pinon, 1908 : 110) La population pratique trois cultures différentes : musulmane, catholique et orthodoxe.

Pour les Grecs, la Macédoine a répandu à la civilisation hellénique ; sous les ottomans, la seule autorité religieuse reconnue dans les Balkans est grecque. Pour les Bulgares, la majorité de la population macédonienne est slave. Le patriarcat grec n'a cessé de persécuter les églises bulgares jusqu'à la création de l'exarchat bulgare en 1870<sup>15</sup>. Pour les Serbes, l'annexion de la Roumélie orientale par la principauté de Bulgarie a compromis l'équilibre des Balkans. Les ultranationalistes serbes soulèvent la question de la vieille Serbie –le vilayet de Kosovo avec ses trois *sandjak* d'Ipek, Prizren et Pristina- où les serbes sont maltraités par les Albanais ; et celle du vilayet de Monastir où vivent de nombreux Serbes, surtout dans le *sandjak* d'Uskub. Ils réclament l'autonomie de la Macédoine et le rattachement du Kosovo à la Serbie (TERNON, 2005 :221).

Les Roumains, eux, Ils expliquent que, depuis la conquête de la Macédoine par les légions roumaines, des colonies latines se sont établies dans les Balkans. Chassés par les invasions slaves, ces latins ont remonté en Transylvanie s'unir aux *Daces* pour devenir les ancêtres des Roumains. D'autres se sont réfugiés au sud, dans les montagnes de Pinde : ce sont des *Koutzo-Valaques* ou *Aroumains*. Ils les estiment à 1000,000 âmes ; les Grecs les réduisent à 10,000 ! La Roumanie exploite cette occasion de formuler des prétentions territoriales et les Grecs dénoncent l'imposture. L'historien français TERNON, à l'instar des historiens surtout occidentaux, s'interroge : « *sont-ils Bulgares ou Serbes, alors que le dialecte macédonien se rapproche du serbe au nord du vilayet de Monastir, du bulgare près de la frontière bulgare ?* » (TERNON, 2005 : 221 ; WEIBEL, 2002 : 188). Le congrès de Berlin (1878) a jugé que les slaves de Macédoine sont des bulgares. (Pinon, 1908 : 111-152).

<sup>15</sup> - A signaler que le traité de San Stefano signé le 3 mars 1878 entre la Porte et la Russie avait réalisé l'unité bulgare, le traité de Berlin (13/7/1878) a morcelé la Bulgarie en trois parties que le peuple bulgare est impatient de réunir ; y compris une grande partie de la population de macédoine. Pour plus d'informations, voir notre étude de magister, op.cit.

En fait, le désir d'émancipation des habitants de Macédoine relève d'abord de causes sociales<sup>16</sup> mais, surtout, politique liée principalement à la loi sur les vilayets de Turquie d'Europe qu'avait promulgué l'administration ottomane en août 1880. Cette loi accorde à tous les habitants l'égalité devant la loi et le respect des libertés individuelles, mais qui n'est pas respectée. (WEIBEL, 2002:116).

#### **B- Extension de la crise macédonienne (le facteur externe) :**

La Russie a d'autres soucis que les Balkans (le front asiatique, dont la guerre contre le Japon de 1905 ; et surtout, le front balkanique). L'Allemagne, de sa part, tente de gagner l'Angleterre à sa cause. L'Autriche-Hongrie reste donc seule dans les Balkans pour y lancer en 1906 sa « politique des chemins de fer ». Celle-ci s'appuie sur l'article 25 du traité de Berlin qui autorise Vienne à avoir des « routes commerciales » dans le *sandjak* de Novi Bazar (TERNON, 2005 : 225 ; YERASIMOS, 1993 :84) ; Alors, le nouveau ministre des affaires étrangères, le baron d'Aerenthal<sup>17</sup>, entame le *Drang nach Osten* autrichien<sup>18</sup>.

En 1907, le gouvernement autrichien annonce la construction à travers le *sandjak* de Novi Bazar de cette fameuse ligne de chemin de fer qui doit relier Sarajevo à Mitrovitsa et unir les réseaux balkaniques. L'Allemagne soutient l'Autriche et le sultan cède. La Russie, au contraire, se méfie du projet autrichien s'accorde avec l'Angleterre pour résoudre le problème macédonien par l'application des réformes (TERNON, 2005 : 225).

À la fin de 1904, Les paysans macédoniens cherchent à échapper au terrorisme des bandes comme à l'oppression ottomane ; ils émigrent par tout. En décembre 1905, Les puissances se décident à intervenir contre le sultan Abdülhamid II ; Ils décidèrent de constituer une gendarmerie européenne (CASTELLAN, 1991 : 351).

Pour faire plier le sultan Abdülhamid, L'Allemagne exige de revoir le financement du chemin de fer de Bagdad qui n'avance pas, faute de capitaux. L'Italie menace de débarquer en Tripolitaine (la Libye actuelle) et la Grèce de pénétrer en Thessalie. Le sultan continue à jeter du lest ; la Révolution jeune-turque (1908-1909) éclate. L'historien français TERNON

<sup>16</sup> - à l'instar des écrits occidentaux sur la question des minorités chrétiennes dans l'empire ottoman, TERNON et Béhar étaient unanimes, voici le résumé : « *Que ce soit les Chrétiennes ou musulmanes, les populations sont victimes du mode de gouvernement du sultan : violences exercées par des soldats et des policiers sans solde et sans nourriture, réduits au pillage ; déni de justice et prévarication des juges ; rançonnement du paysan par la dîme et l'impôt exigés des agents du fisc. En plus, corvées imposées par les entrepreneurs pour la construction des routes...etc* ». Sur ce sujet, voir : -Pierre Béhar, *Vestiges d'empire, la décomposition de l'Europe centrale et balkanique*, édition des Jonquiers, Paris, 1999, PP. 32-35.

<sup>17</sup> - Diplomate autrichien, il commença sa carrière comme attaché d'ambassade à Paris en 1877. En 1906, il devint ministre des affaires étrangères de l'Empire austro-hongrois. Il fut le principal artisan de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine grâce à un accord secret avec la Russie. Cette réussite lui valut le titre de comte. (Universalis).

<sup>18</sup> - Le plan autrichien tient en trois parties : annexion de la Bosnie-Herzégovine et de la Serbie ; contrôle de la Macédoine ; débouché sur Salonique ouvrant la Méditerranée au commerce autrichien. Voir : *Histoire diplomatique de l'Europe (1871-1894)*, (sous la direction de H. Hauser), vol 2, p.55 ; *affaires étrangères, documents diplomatiques : affaires de Macédoine (1902-janvier-février 1905)*, Paris, Imprimerie nationale, 1903-1905 (3 vol.), (livres jaunes).

explique cela : « *Ce ne sont pas les sujets du sultan qui se révoltent (...) mais l'armée qui, considérant que la Macédoine a été livrée à l'Europe (...), sanctionne cet abandon dans un sursaut de nationalisme* » (TERNON, 2005 : 226-227 ; CASTELLAN, 1991 : 352).

La révolution jeune-turque précipite le réveil des irrédentismes balkaniques. Depuis trente ans, l'Autriche-Hongrie administrait la Bosnie-Herzégovine, ainsi que l'article 25 du traité de Berlin l'y autorisait. À Vienne, le baron d'Aerenthal est résolu à annexer la Bosnie-Herzégovine que le pays est devenu un nid révolutionnaire serbe<sup>19</sup>. À l'issue de l'entrevue de Buchlau (Tchéquie), le 16 septembre avec la Russie ; Le 5 octobre 1908, François-Joseph signe le décret d'annexion à l'Autriche-Hongrie de la Bosnie-Herzégovine. En compensation, le *sandjak* de Novi Bazar, que le traité de Berlin avait autorisé Vienne à occuper militairement est rendu à l'empire ottoman. Le même jour, le prince Ferdinand de Bulgarie, rompt tout un lien de vassalité avec l'empire ottoman<sup>20</sup> ; La Bulgarie devient un royaume indépendant.

Le gouvernement ottoman dirigé par « les jeunes turcs » tente de réagir<sup>21</sup>. Le 27 février 1909, un accord austro-ottoman mit fin au différend, La Porte reprend possession du *sandjak* de Novi Bazar, et reçoit des compensations matérielles<sup>22</sup>. Ainsi, on peut considérer que la révolution jeune-turque a rompu l'équilibre fragile acquis au congrès de Berlin. Elle a réveillé le pangermanisme, le panslavisme et les nationalismes balkaniques.

La Russie, elle, n'accepte pas l'annexion. Iswolski\* comprend que la Serbie veut entraîner Saint-Pétersbourg dans une guerre, alors elle (la Russie) prend en charge la dette bulgare et accepte le fait accompli de l'annexion. Le 31 mars 1908, l'article 25 du traité de Berlin est abrogé et les puissances reconnaissent l'indépendance de la Bulgarie. Un sentiment d'humiliation, un ressentiment partagé par les Jeunes-Turcs, la Serbie et la Russie (TERNON, 2005 : 239).

<sup>19</sup> - À signaler qu'à Belgrade (Serbie), la propagande se plaide la cause d'une « Grande Serbie », d'une union des Slaves du sud –une Yougoslavie- dont la Serbie serait le centre et qui regrouperait le sandjak de Novi Bazar, le Banat de Temesvar, la Dalmatie et le Monténégro. Pour plus sur ce sujet, voir : Ernest Denis, La grande Serbie, Paris, Delagrave (France), 1915, PP 36 et suivantes.

<sup>20</sup> - « l'incident Guéchoy » avait blessé le prince Ferdinand. Cet agent diplomatique bulgare –« l'agent princier »-n'avait pas été invité à une réunion du corps diplomatique, ce qui soulignait le fait que la Bulgarie n'était pas un État indépendant. (Ernest Denis, La grande Serbie, Paris, Delagrave (France), 1915, P. 93).

<sup>21</sup> - la réaction se fut par le boycott. Le *Tanim*, organe officiel du comité, appelle les ottomans à boycotter tous les produits autrichiens dans les magasins et à refuser de décharger les marchandises autrichiennes dans les ports. Alors, À Constantinople, toutes les nationalités ottomanes s'associent au mouvement et manifestent leur soutien au gouvernement. Yves TERNON. Empire Ottoman : le déclin, la chute, l'effacement. Éditions le félin, Michel de Maule, France, 2005, P.238.

<sup>22</sup> - les compensations citées sont : le rachat du chemin de fer de Roumélie orientale, de la part de dette de la Bosnie-Herzégovine à la dette de l'empire, et des garanties religieuses pour les musulmans de Bosnie. (TERNON, P. 239).

\* - Alexandre Petrovitch Izvolski est un diplomate et homme politique russe qui fut l'artisan de l'alliance entre la Russie et le Royaume-Uni. Ministre des Affaires étrangères de la Russie impériale de 1906 à 1910, il succéda au comte Vladimir Lambsdorff. Voir l'encyclopédie numérique Universalis.

## 6- Les guerres balkaniques de 1912-13 : un conflit qui va reconfigurer la nature européenne de l'empire !

L'élan national serbe vise à prendre une autre direction, vers le Nord, où d'autres Slaves du sud — Croates et Slovènes — se trouvaient intégrés à l'Empire austro-hongrois, sans compter quelques minorités serbes. Donc la Bosnie Herzégovine, province ottomane peuplée majoritairement de Serbes orthodoxes (825 000 en 1910), mais également de Musulmans (612 000), en fait très souvent d'origine serbe, et de Croates catholiques (434 000) (DENIS, 1915 :122) devienne la cible. Située sur la route des territoires ottomans. Mais cette option serbe est en opposition avec celle des Bulgares et les Grecs. Chaque une de ces nations manœuvre sur la situation que traverse l'empire ottoman<sup>23</sup> ; c'est l'occasion pour réaliser leur identité nationale.

Mais, pour agir, il fallait qu'ils s'unissent, ce qui paraissait parfaitement impossible (PELISSIER, 1914 : 5) ; cependant, et malgré cela, pour la première fois dans l'histoire de la question d'Orient, les petits États avaient acquis une position de telle indépendance par rapport aux grandes puissances (YERASIMOS, 1993 : 48).

Entre mars et mai 1912 L'union des Grecs, Bulgares, Serbes, Monténégrins dans une organisation appelée « Ligue Balkanique » avec l'appui secret de la Russie. Résolus à profiter de la situation pour libérer la Macédoine et réaliser leur programme national ; c'est ainsi que fut signé le traité serbo-bulgare<sup>24</sup>.

Les Balkaniques avaient désormais les mains libres, et déclenchèrent la guerre le 18 octobre 1912 à l'initiative du Monténégro. Ils furent partout vainqueurs. Les Serbes entrèrent en Macédoine, les Grecs à Salonique, les Bulgares en Thrace ou ils ne furent arrêtés qu'à 30 kilomètres d'Istanbul ; L'Autriche mobilise. Les Turcs obtinrent alors la médiation de l'Angleterre. Un armistice fut conclu, pendant lequel les belligérants se réunirent à Londres.

En raison de leurs succès, les Balkaniques réclamaient que l'Empire ottoman leur abandonne à peu près tous ses territoires européens. Malgré l'entêtement des Jeunes-Turcs,

<sup>23</sup> - En fait, le mouvement des Jeunes-Turcs n'arrivèrent vraiment au pouvoir qu'en 1913, l'Empire ottoman était entré dans une phase de modernisation, dont les objectifs étaient d'établir un gouvernement centralisé et de construire une nation « ottomane » fondée sur la diversité ethnique et religieuse du pays.

<sup>24</sup> - En mars 1912, après des discussions aussi longues que difficiles, la Serbie et la Bulgarie concluaient une alliance défensive à la fois contre l'Autriche-Hongrie et la Turquie, accompagnée d'un protocole secret très clairement offensif contre l'empire ottoman. Il prévoyait un partage des territoires ottomans de la Macédoine et des territoires limitrophes.

Il était prévu de faire trois parts : la Serbie recevrait le sandjak de Novi-Pazar, la Vieille-Serbie (le Kosovo) et l'ouest de la Macédoine. La Bulgarie obtiendrait la partie de la Macédoine à l'Est de la Struma ; quant à la partie centrale, soixante kilomètres de part et d'autre du Vardar dont le débouché était Salonique, elle formerait un territoire autonome, à moins que la Serbie et la Bulgarie puissent se la partager, ce qui était assez improbable en raison de « l'intérêt » que lui portait la Grèce, comme il prévoyait aussi l'arbitrage de la Russie. Voir : Jean-Jacques Becker, « La guerre dans les Balkans (1912-1919) », In : Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°71, 2003. Les peuples des Balkans face à l'histoire et à leur histoire. pp. 4-16 ; consultable sur :

[https://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_2003\\_num\\_71\\_1\\_914](https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2003_num_71_1_914)

conduits par Enver Pacha après la prise de pouvoir du 23 janvier 1913, Les hostilités reprurent, les Grecs prenaient Janina le 6 mars ; les Bulgares parvenaient à faire tomber Andrinople (28 mars) ; fin avril, les Monténégrins s'emparaient de Scutari (Shkoder). Une nouvelle Conférence se tint de nouveau à Londres le 30 mai 1913. Outre la Crète, cédée à la Grèce, les Turcs y abandonnaient tous leurs territoires européens, à l'exception d'une fraction de la Thrace orientale (BECKER, Op.,cit). Une fois la victoire acquise, Le sort de l'Albanie posait un premier problème<sup>25</sup> ; chose qui avait engendré une deuxième guerre balkanique déclenchée la nuit du 29 au 30 juin 1913, les Bulgares prirent l'initiative d'attaquer les positions serbes et grecques, mais celle-ci ne durera que deux mois. Épuisée par la première guerre balkanique, l'armée bulgare n'était plus en mesure de résister à une telle coalition, alors ils demandèrent l'armistice le 31 juillet 1913. Les négociations de paix furent cillées par le traité de Bucarest signé le 10 août 1913.

Ces deux guerres avaient chamboulés la carte géopolitique de l'empire ottoman :

- L'empire ottoman perdait tous ses territoires européens, sauf la Thrace orientale avec Andrinople, Istanbul (Constantinople) et les Détroits.
- La Serbie accroissait son territoire d'un tiers vers le sud et partageait avec le Monténégro le *Sandjak* de Novi-Bazar. Les deux pays avaient désormais une frontière commune au grand dam de l'Autriche-Hongrie.
- La Bulgarie n'annexait que l'Est de la Macédoine et une partie de la Thrace, avec, pour la première fois, un port sur la Mer Égée, Dédéagatch (actuellement Alexandropolis) (gain de 400 000 habitants)<sup>26</sup> ; Son ralliement aux empires centraux, en 1914-18, lui fera perdre cet accès à la Méditerranée.
- La Grèce annexait Salonique et la Thrace occidentale (gain de 1620000 habitants).
- La Roumanie annexait le quadrilatère de la Dobroudja méridionale avec Silistrie, aux dépens de la Bulgarie (gain de 350 000 habitants).
- Enfin, l'Albanie indépendante était créée par la Conférence de Londres, en fait sous les protectorats communs de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie.

### Conclusion :

Comme si bien souligné l'historien français François Georgeon : En 1914, c'est-à-dire à la veille de la première guerre mondiale, il ne reste plus à l'Empire ottoman que la Thrace orientale (avec Istanbul). Les grandes puissances n'ont cessé de faire pression sur les dirigeants ottomans pour qu'ils entreprennent des réformes. Mais par réformes, elles entendaient le maintien de leurs privilèges (les « capitulations »), l'ouverture accrue de

<sup>25</sup> - les points de discorde s'articulent autour des points suivants : les Serbes et les Monténégrins auraient souhaité mettre la main sur l'ensemble des territoires albanais, mais ils se heurtèrent à l'opposition catégorique de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie. Pour les Austro-Hongrois, il était inacceptable que les Serbes atteignent la mer, et l'Italie avait également des visées sur ces régions.

<sup>26</sup> - En septembre 1913, les Turcs signèrent avec la Bulgarie un traité qui leur permettait de récupérer la région d'Andrinople, alors que les Bulgares conservaient la Thrace occidentale, qui leur permettait d'avoir un accès à la mer Égée. Pour plus d'informations, voir notre mémoire de magistère, Op.cit.

l'Empire aux intérêts européens, la protection et l'autonomie des communautés chrétiennes. La preuve, La proclamation de la constitution de (1876) a été accueillie avec une profonde méfiance par les grandes puissances qui n'y ont vu qu'une manœuvre grossière de diversion. Puis, quand elle a été suspendue, elles en ont réclamé l'application. Lorsque le texte constitutionnel a été rétabli en 1908, à nouveau méfiance !

L'expérience de l'Europe chez les Ottomans a été considérable, à la mesure de leurs efforts pour maintenir l'intégrité de l'Empire par un jeu d'équilibre entre les puissances. Le rapport à l'Europe s'est toujours fait dans l'urgence, comme une réponse à une situation intérieure de crise. Les menaces politiques du XIXe siècle ont conduit à des réponses de type institutionnel. La prise de conscience du retard économique par rapport à l'Europe avait été inutile, car la désagrégation de l'ordre social ottoman a conduit à emprunter des éléments initiés par la sociologie européenne ; chose qui avait été relativement bien saisi par ses sujets dans les provinces balkaniques pour mettre le pouvoir ottoman devant le fait accompli. (François Georgeon, 2005, Op.cit).

Pour les balkaniques, la lente fragmentation de l'Empire ottoman en petits États-nations va les amener à devenir pratiquement des vassaux économiques des empires : germaniques (allemand et autrichien), russe, italien, français et britannique.

En fin, pour les grandes puissances européennes de l'époque, le Congrès de Berlin (1878) a engagé le processus de destruction de la Turquie d'Europe (les balkans), mais en même temps celui de l'Empire des Habsbourg, plus lourd de conséquences pour la paix mondiale (l'incident de Sarajevo de 28 juin 1914 fut l'étincelle du déclenchement de la première guerre mondiale en 1914). Cette grande guerre marque le début d'une nouvelle ère de l'humanité ; européenne à ses débuts, est mondiale par ses conséquences humaines et matérielles quand elle se termine en 1918. Elle donne libre cours aux menaces qui s'esquissaient, l'Europe affaiblie perd son influence, les trônes s'effondrent ; les peuples partout réclament leurs droits et les révolutions sociales et nationales éclatent, en premier la décolonisation.

**Annexe :**

**Carte (Péninsule des Balkans).**



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Source : Gallica.bnf.fr/Bibliothèque nationale de France.

## Bibliographie :

### 1- Ouvrages :

- Ancel Jacques (1992). Peuples et nations des Balkans, Géographie politique. Editions du CTHS, Paris.
- Béhar Pierre (1999). Vestiges d'empire, la décomposition de l'Europe centrale et Balkanique, édition desjonquers, Paris.
- BLANC André. (1965), la géographie des Balkans, PUF, (Coll. Que sais-je ?), Paris.
- Castellan Georges (1991), Histoire des Balkans 16e – 20e siècles, librairie arthème Fayard, France.

- Corm Georges (1990). L'Europe & l'Orient, de la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie. Édition Bouchene, Alger.
- Corm Georges (2018). La nouvelle Question d'Orient, édition Apic, Alger.
- Denis Ernest. (1915). La grande Serbie, Delagrave, Paris.
- Driault Édouard (1920). La Question d'Orient depuis ses origines jusqu'à la paix de Sèvres. Félix Alcan, Paris.
- Engelhardt Edouard. (1882). La Turquie et le Tanzimat ou Histoire des réformes dans l'Empire Ottoman depuis 1826 jusqu'à nos jours, cotillon, Paris.
- Georgeon François et Dumont Paul. (1997). (sous la direction de). Vivre dans l'empire ottoman. Sociabilités et relations intercommunautaires (18ème-20ème siècles). L'Harmattan, Paris.
- Hauser (H). (1905). Histoire diplomatique de l'Europe (1871-1894). (Sous la direction de). Vol 2 ; affaires étrangères, documents diplomatiques : affaires de Macédoine (1902-janvier-février 1905. Imprimerie nationale, (3 vol.), (livres jaunes), Paris.
- Mantran Robert. (1989). Histoire de l'empire ottoman, (sous la direction de), Fayard, Paris.
- Pelissier Jean (1914). Dix mois de guerre dans les Balkans (octobre 1912-août 1913), Perrin, Paris.
- Prévélakis Georges (1994). Les Balkans, cultures et géopolitique. (Sous la direction de J.R. Pitte). Collection Géographie d'aujourd'hui, édition Nathan, Paris.
- TERNON Yves (2005). Empire Ottoman : le déclin, la chute, l'effacement. Éditions le félin, Michel de Maule, France.
- Pinon René. (1913). L'Europe et la jeune Turquie, Perrin, Paris.
- Pinon Reni. (1908). l'Europe et l'empire ottoman, édition Perrin, Paris.
- Sivignon Michel. (2009). Les Balkans, une géopolitique de la violence, édition Belin, Paris.
- Todorova Maria. (2011). Imaginaire des Balkans, Editions de l'EHESS, Paris.
- WEIBEL Ernest (2002). Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours. Édition ellipses, (Collection l'Orient politique), Paris.
- Yerasimos Stéphane. (1993). Questions d'Orient, Frontières et minorités des Balkans au Caucase, édition La découverte, Paris.

## 2-Thèses et Mémoires :

زرقاوي نورالدين (2014-2015)، المسألة البلقانية 1875-1914: دراسة تاريخية لحلقة من حلقات المسألة الشرقية، مذكرة ماجستير في التاريخ والحديث والمعاصر، قسم التاريخ، كلية العلوم الإنسانية والاجتماعية، جامعة الجزائر 2 (أبو القاسم سعد الله).

## 3- Articles dans les revues numériques :

-Becker Jean-Jacques (2003). « La guerre dans les Balkans (1912-1919) ». In : Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°71. Les peuples des Balkans face à l'histoire et à leur histoire. pp. 4-16 ; le site :

[https://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_2003\\_num\\_71\\_1\\_914](https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2003_num_71_1_914)

- 
- Capdepuy Vincent et Jesné Fabrice. (2012/3). Balkanisation histoire d'un concept. In « Matériaux pour l'histoire de notre temps ». N° 107 | pages 3 à 12, consultable sur : <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notretemps-2012-3-page-3.htm>
  - Georgeon François (2005/1). « L'EMPIRE OTTOMAN ET L'EUROPE AU XIXE SIÈCLE, De la question d'Orient à la question d'Occident ». Paris : L'Harmattan | « Confluences Méditerranée » [en ligne]. N°52 | pages 29 à 39. Consultable sur : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2005-1-page-29.htm>
  - Pitsos Nicolas (2008). « Des millets aux nations ». Cahiers balkaniques [En ligne], 36-37 | mis en ligne le 19 mai 2012, consulté le 20 septembre 2019. URL : <http://ceb.revues.org/1575> ; DOI : 10.4000/ceb.1575.

#### **4- Encyclopédies et Dictionnaires :**

- Encyclopédie numérique Universalis.
- Dictionnaire français Larousse.

#### **5- Sit-web :**

- Gallica.bnf.fr.